

Congrès Enseignement :

Discours de Joëlle Milquet :  
**« La raison du cœur »**

Louvain-la-Neuve, le 28 mars 2009

**I. Nous avons deux urgences : Gérer la crise et préparer la société de l'après-crise**

La crise sera au cœur d'une campagne qui devra être pour nous une campagne grave et responsable, une campagne de fond et de projets, non une campagne politicienne et de conflits.

La situation actuelle inédite que nous vivons nous imposera deux urgences : Gérer la crise et préparer la société de l'après-crise.

**Gérer la crise**

Tout d'abord, nous devons gérer la crise, protéger les gens, adoucir les pertes d'emplois, renforcer le pouvoir d'achat, doper les secteurs créateurs d'emploi, investir dans les services aux personnes, créer une réelle alliance emploi-environnement.

C'est ce que nous avons fait vite bien et fort avec nos différents plans de relance, c'est ce que je propose de continuer avec notamment des propositions de mesures complémentaires pour l'emploi déposées cette semaine au gouvernement.

L'heure est à protéger de la crise, à protéger dans la crise, pas à imposer maintenant des efforts budgétaires à la population.

Nous gérerons l'après-crise au moment opportun.

Gérer la crise, c'est donner confiance aux gens, c'est montrer qu'ils peuvent compter sur notre sens de l'intérêt général, notre stabilité et notre fermeté et je crois dans la capacité de gestion avérée de tous nos ministres et leaders.

Mais nous devons aussi et surtout préparer la société de l'après-crise.

## **Préparer la société de l'après-crise**

Il y a bientôt 7 ans, j'écrivais que le monde avait besoin d'humanité, qu'il avait besoin d'une nouvelle offre politique qui lui permette de mener la vraie révolution indispensable pour le xx<sup>e</sup> siècle : la révolution du retour de l'humain face à l'arrogance des marchés et de la finance, face à la dictature de la société de consommation.

Il y a 7 ans, j'écrivais que les citoyens avaient besoin de la force d'un nouveau projet politique qui leur reparle de sens et de valeurs, de générations futures et d'éducation.

Depuis, est arrivée la crise financière et économique, la crise qui démontre combien nous avons plus que jamais besoin de la révolution du retour de l'humain et des valeurs non matérielles, la crise qui démontre combien l'économie doit être au service des hommes et non le contraire, combien la notion de croissance humaine doit remplacer celle de la croissance financière à tous prix, combien la logique de la relation doit remplacer celle de la compétition.

La crise que nous vivons démontre l'épuisement du système que nous décrions depuis longtemps.

Elle constitue sans doute la plus grande opportunité de remettre en cause, de redessiner les contours d'une nouvelle société et de fédérer le plus grand nombre pour réaliser les ruptures radicales que nous devons mener au niveau international, européen, national, régional et local.

Nous avons besoin d'un grand projet mobilisateur qui, certes, gère la crise, mais qui, aussi et surtout, prépare la société de l'après-crise et évite de recréer les mêmes conditions que celles qui l'ont permise.

A l'heure où la crise financière et économique démontre l'épuisement d'un modèle capitaliste poussé à l'extrême de ses potentialités virtuelles, nous ne pouvons éluder la question relative à la nécessité de redéfinir un modèle socio-économique respectueux de la croissance humaine.

A l'heure où le climat exige une révolution verte, nous devons repenser radicalement nos modes de production et de consommation.

A l'heure où le triomphe du marché et la consécration de l'individualisme contemporain font apparaître de nouvelles inégalités, où la science décrypte le génome humain, à l'heure où les familles se recomposent, où la qualité de l'être devient une revendication politique, nous devons de redéfinir les principes généraux du projet de société que nous voulons construire demain avec de nouveaux acteurs.

A l'heure où le monde a besoin d'un gouvernement politique qui encadre les marchés, assure la solidarité et la redistribution et prépare l'avenir de la planète, nous devons construire une Europe fédérale forte, une Europe sociale et environnementale audacieuse, une Europe humaniste et ambitieuse.

Nous voulons plus que jamais porter l'imaginaire et le souffle des valeurs humaines fortes dont ce siècle a plus que jamais besoin.

Nous sommes à la croisée des chemins et nous devons **construire un nouveau monde**.

Nous sentons que nous avons largement conquis, dans nos démocraties occidentales, les formes de libertés personnelles et privées que nous souhaitions.

Nous avons abordé une grande partie des débats éthiques, encore inimaginables, il y a quelques années. Les familles se sont révolutionnées et, à la fois, décomposées et recomposées.

Nous avons construit notre idée de l'éducation et de l'enseignement sur un mode désormais contractuel et participatif. Nous avons supprimé bon nombre de hiérarchies et d'autorités. Les églises se sont vidées et ne sont plus en capacité d'imposer collectivement un certain ordre moral auquel s'opposaient en partie les générations de 68.

021La mondialisation des hommes, des idées, de la communication, des services et des capitaux fait douter des modèles identitaires tout en permettant paradoxalement leur résurgence. Les frontières du temps et des espaces s'effritent. Chacun à le monde à portée de main via le Net, mais les volontés de repli dans de nouvelles communautés ou groupes de vie augmentent parallèlement.

La communication est devenue digitalisée, virtualisée. Les médias qui accompagnent l'individu dans chacun de ses déplacements le libèrent autant qu'ils peuvent l'asservir.

De nouvelles formes de demandes de fraternité ou de générosité apparaissent. Une société civile mondiale se met en place.

Dans ce contexte, les générations espèrent et doutent, regrettent et avancent.

Ces générations semblent tout simplement vouloir redessiner, retrouver ce qui leur manque le plus : la quête de sens nouveau, la recherche de valeurs alternatives, l'investissement prioritaire dans la sphère de l'affectif, une envie d'être et non uniquement d'avoir, le besoin de se retrouver dans une collectivité dont le visage et le nom sont à redéfinir.

Les générations actuelles veulent à la fois mieux vivre, mais elles nourrissent en même temps un rejet du mythe de l'« économisme » ou de la croissance à tout-va. Les générations 2009, selon les dernières études, placent les familles avant la liberté, ce que n'auraient jamais fait leurs prédécesseurs. Elles sont aussi

interpellées par la sauvegarde de l'environnement, autant d'éléments, non matérialistes évidents.

Les générations actuelles ont besoin de balises. Elles ont besoin de retour d'un sens collectif, sans remettre en cause la conquête de la liberté et de l'autonomie. Quand elles parlent de valeurs, les personnes nous disent qu'elles veulent les dessiner comme bon leur semble, mais en même temps les faire fédérer avec d'autres. Elles ont envie d'identité et de mixité en même temps.

Ce qui ressort des différentes enquêtes actuelles sur les désirs des citoyens ne nous apprend qu'une seule chose : le monde a besoin d'humanisme, comme de pain ; le monde a besoin de redonner du sens à la vie et de l'âme dans la gestion publique ; le monde a besoin de retrouver le sens du collectif et du lien social.

Le monde a besoin de valeurs nouvelles. Il a besoin des valeurs du cœur, des valeurs de sens, des valeurs de générosité et de solidarité, des valeurs de responsabilité, des valeurs du sens de l'effort et de l'autre.

Cela renforce toutes nos intuitions. Non, nous ne sommes pas que des individus qui vivons les uns à côté des autres, des êtres isolés les uns à l'égard des autres. Oui, nous sommes des personnes et des êtres de relations qui n'existent que dans le cadre de la relation à l'autre.

Oui, nous devons dessiner la société de demain en imposant des ruptures dès aujourd'hui. Cela non pas à reculons, non pas dans la nostalgie, mais en poursuivant plus avant la marche vers une société humaniste où la personne est replacée au sens des préoccupations et où la personne est considérée avant tout comme un être de sens.

Nous devons plus que jamais, penser aussi aux enfants que nous allons laisser à cette planète. Nous sommes obligés de penser à leurs rêves, à la vie qu'ils vont mener, aux valeurs qu'ils vont porter, à la société qu'ils vont créer, à l'héritage philosophique que nous allons leur léguer.

Face à la crise financière et économique, face aux urgences des nouvelles solidarités, face au défi climatique, nous opposons un nouveau modèle basé sur le concept de « géo-socio-économie ».

A la montée de l'individualisme, nous répondons par les concepts de fraternité, de solidarité participative et d'autonomie collective.

Face au malaise démocratique, nous répondons en proposant un nouveau modèle de gouvernance nationale et internationale.

Face à la fin des idéologies et des clivages, nous apportons la force d'un nouveau courant humaniste...

## II. Notre première priorité : l'enseignement et la formation

### Un objectif : l'excellence collective !

Notre humanisme nous le déclinons dans un programme pour les prochaines élections régionales et communautaires. Nous dévoilerons le 25 avril. Il sera organisé autour de cinq priorités majeures :

1. **Tout miser sur le capital humain l'éducation et la formation**
2. **Doper l'emploi dans une économie à finalité humaine**
3. **Mener la révolution environnementale**
4. **Investir dans les nouvelles solidarités et les métiers du cœur**
5. **Avoir une gouvernance éthique et efficace**

Notre première préoccupation sera donc l'investissement dans le capital humain. **L'enseignement sera la priorité n°1 du cdH pour la prochaine législature**, une priorité d'autant plus importante que cela fait plus de 20 ans que le cdH n'a plus exercé les compétences en la matière là où tous les autres partis ont pu se succéder à la barre de l'école.

Oui, l'enseignement sera bien le point central de notre programme.

### Notre objectif ? Continuer à transformer l'école.

Si nous voulons plus que jamais mettre l'école et les acteurs éducatifs au cœur de notre projet, c'est pour **continuer la dynamique de changement profond** qui est en marche et non pour la détruire ; **c'est pour amplifier les projets dont l'école a besoin**, pas pour repartir à zéro, changer pour la xième fois de cap et déstabiliser ses acteurs.

Si nous voulons plus que jamais mettre l'école et les acteurs éducatifs au cœur de notre projet, c'est **pour respecter l'autonomie des enseignants**.

Si nous voulons plus que jamais mettre l'école et les acteurs éducatifs au cœur de notre projet, c'est pour **atteindre une excellence collective, et non pour organiser une médisance collective**, c'est pour tirer tout le monde vers le haut.

Oui l'école bouge, oui les choses s'améliorent, oui les résultats commencent à se sentir !

Est-ce suffisant ? Tout est-il réglé ? Non !

Nous devons aller plus loin et plus haut, continuer l'élan donné par le Contrat pour l'Ecole, en passant à une deuxième étape, en en faisant une réelle ambition collective concrète.

**Notre but ? Choisir le nivellement par le haut pour tous**, ce que nous appellerons durant toute cette année « **l'excellence collective** ».

L'excellence collective car elle allie l'ambition, la qualité et le sens de l'effort avec l'accessibilité, la mixité et le sens de l'autre.

L'excellence collective, voilà notre ambition pour l'école. Parce que, à l'inverse de l'élitisme qui est le culte de la réussite de quelques-uns, l'excellence collective est la volonté d'élévation de tous. Parce que, à l'inverse du laisser-être qui conduit au nivellement pas le bas, l'excellence collective est la valorisation de l'effort.

Viser l'excellence collective, c'est se donner comme objectif d'inciter chaque personne à faire de son mieux, non à faire mieux que les autres.

Pour y arriver, nous devons garder les mêmes objectifs partagés par l'ensemble des acteurs, évaluer les acquis avec objectivité, voir ce qui s'est amélioré et ce qui reste problématique et sur cette base, proposer, imaginer, construire, changer.

Nous ne voulons pas que l'école soit caricaturée par certains pour des raisons électoralistes alors qu'elle a besoin d'être aidée et que ses acteurs ont besoin d'être respectés.

L'école a fait beaucoup plus et mieux que certains veulent le dire ou le voir. Et la législature qui s'achève également.

## **Un bilan bien plus important qu'il n'y paraît**

Je vais vous lire une citation...

*« L'école profite certes du refinancement de la Communauté française. Mais les chamailleries entre ministres ont freiné les dossiers... Le programme était très ambitieux. Il n'a été que partiellement respecté. Assez bien, en intentions. Mais peu, à quelques exceptions près, en réalisations concrètes importantes. Telle est, en résumé, la conclusion que l'on peut tirer de la comparaison, point par point, des promesses de la déclaration de politique gouvernementale (DPC) francophone en matière d'enseignement avec l'action accomplie sur le terrain (...), de petites améliorations immédiates et beaucoup de promesses ».*

Cette évaluation n'est pas la nôtre. Elle est issue de la presse quotidienne<sup>1</sup>. Elle ne concerne pas non plus cette législature, mais bien la précédente...

Devant l'amnésie manifeste qui semble régner dans le chef de ceux qui affirment aujourd'hui qu'en matière d'enseignement rien n'a été fait, ou alors très mal, ces 4 dernières années, nous souhaitons les aider à retrouver la mémoire.

---

<sup>1</sup> La Libre Belgique, 24/05/2004

**Si l'on regarde les choses par le seul angle budgétaire, la différence dans l'importance accordée à l'enseignement par ce gouvernement et par le précédent est éclatante.** Sous la législature précédente, le budget n'avait augmenté que de 10,62%. Sous cette législature, l'augmentation est de l'ordre de 18% !

Parallèlement, la recherche, essentiellement réalisée dans les universités ou avec leur soutien, a connu une augmentation sans précédent, à la fois en Communauté française (+26%) et en Région wallonne (+ 48% en 2009 par rapport à 2008).

S'il reste du travail pour permettre aux acteurs de l'enseignement d'être plus soutenus, reconnus et valorisés, la législature actuelle a permis plusieurs avancées majeures et notamment, en bref :

- **Amélioration du statut des enseignants en matière salariale** : augmentation salariale de 6 %, poursuite du plan d'alignement des instituteurs sur les régents et des directeurs du fondamental sur ceux du premier degré du secondaire et corrections d'anomalies barémiques.

- **Amélioration du statut des directeurs** : engagement de plus de 500 aides administratives pour les directeurs du fondamental, professionnalisation et formation pour un métier difficile aux multiples facettes.

- **Encadrement renforcé de plus de 1000 professionnels dans l'enseignement maternel et primaire** notamment pour permettre l'identification et la remédiation des difficultés.

- **Financement différencié des établissements** : engagement d'ici 2010 de 1100 professeurs, éducateurs, logopèdes, assistants sociaux sur base du décret « Encadrement différencié » et mise en oeuvre du subventionnement différencié.

- **Mise en place d'un fonds des manuels scolaires** et logiciels pédagogiques pour disposer d'outils didactiques de qualité (2 millions dès 2009).

- **Concrétisation du concept de 1er degré commun pour renforcer les compétences de base** : l'horaire commun est passé de 27 à 28 périodes (une période de plus de français en 1ère et une période de plus de math. en 2ème) et les 4 périodes d'activités complémentaires qui doivent soutenir nécessairement les apprentissages de base.

- **Renforcement des évaluations externes** : mise en place des évaluations en 2ème et 5ème primaires et en 2ème secondaire.

- **Mise en oeuvre de l'épreuve externe commune sanctionnée par le CEB** pour tous les élèves de l'enseignement ordinaire et certains élèves du spécialisé.

- **Renforcement de l'orientation et redéfinition des missions des CPMS** : la prévention, l'accompagnement et la guidance des élèves ont été renforcés. Par ailleurs, les mesures d'encadrement différencié des CPMS

prévoient l'attribution de 60 agents supplémentaires aux 30 centres ayant les indices socio-économiques les plus faibles.

- **Apprentissage des langues par immersion** : un décret est venu consacrer et réguler les programmes d'immersion linguistique pratiqués dans les écoles de la Communauté française de Belgique. Plus du triple d'écoles en immersion sont désormais actives en Communauté française.

- **Augmentation de l'équipement de l'enseignement qualifiant** : investissement de 6,2 millions d'euros dans la mise en oeuvre du décret « équipement » et création de 31 centres de technologies avancées

- **Redéploiement de la Commission Communautaire des Profils et des Qualifications (CCPQ)** pour en faire une instance qui établit les profils pour tous les opérateurs de formation et non plus seulement pour l'enseignement.

- **Mise en place d'un accord de coopération relatif à l'alternance** : pour une réelle rétribution du jeune, des nouvelles subventions de fonctionnement en place de la prime pour le CEFA, un incitant financier à l'employeur et un accompagnement spécifique du jeune dans l'entreprise.

- **Mécanisme d'octroi d'incitants au redéploiement de l'offre d'enseignement qualifiant par zone** : création d'une instance de pilotage Interréseaux responsable de la répartition d'octroi d'incitants de trois types (NTPP, dotations-subventions, priorité aux fonds d'équipement). Les décisions relatives aux incitants sont prises à l'unanimité des réseaux et les budgets sont répartis entre les zones selon deux critères : l'indice socio-économique de la zone et la population scolarisée dans le qualifiant.

- **L'encadrement différencié** avec un investissement massif en moyens financiers humains dans les écoles qui concentrent une part importante d'élèves en difficultés (25 % des élèves sont concernés, 40 millions prévus).

- **Clarification des missions des CPMS** : définition de leurs missions générales et incitation à élaborer eux-mêmes leur projet particulier.

- **Maintien du premier degré différencié** : nous nous sommes battus pour maintenir un premier degré différencié adapté aux difficultés des plus fragiles.

- **Favorisation de l'intégration des élèves présentant des handicaps** : 11 mesures ont été prévues, comme celles d'intégrer dans chaque projet d'établissement les actions prioritaires mises en oeuvre pour favoriser l'accueil de l'élève à besoins spécifiques ; la reconnaissance des classes expérimentales pour élèves en situation d'autisme, de dysphasie/aphasie, ou de polyhandicap sévère ; l'accompagnement de l'élève atteint d'un trouble du comportement ou de la personnalité lors de périodes de crise ou de mal-être.

- **Augmentation du nombre de classes passerelles** : octroi de périodes supplémentaires pour offrir aux élèves primo-arrivants une meilleure chance d'intégration scolaire et sociale.

## Cinq objectifs ambitieux pour la législature prochaine

L'école n'a pas besoin lors de la prochaine législature d'un nième « grand plan pour l'enseignement » qui repartirait à zéro.

De grands objectifs légitimes ont été définis par l'ensemble des acteurs de l'école dans le cadre du Contrat pour l'Ecole. Un grand nombre de mesures sont déjà appliquées. Ces mesures répondent aux défis et aux constats qui sont largement partagés par l'ensemble des acteurs de l'enseignement.

Ces mesures prendront du temps pour produire des résultats. Lorsque nous renforçons l'enseignement fondamental, les effets se font sentir dans le secondaire après seulement quelques années.

Il faut faire preuve aujourd'hui à la fois de **volontarisme et d'ambition**, de **régularité et de stabilité** dans les objectifs sinon nous allons rater la transformation de l'école.

Il faut maintenant continuer, amplifier, renforcer selon la même logique mais aussi avec de nouveaux projets.

Nous devons également **faire confiance**. Le rôle du politique est de veiller à assurer un réel pilotage de notre système d'enseignement, d'éviter les concurrences stériles, parfois bien plus fortes entre écoles d'un même réseau qu'entre les réseaux eux-mêmes. Mais le politique doit aussi accorder une pleine reconnaissance aux acteurs de terrain, leur faire pleinement confiance. Nous sommes convaincus que la sur-législation est de nature à brider les nombreuses initiatives locales qui sont sources de créativité, de réflexion et d'engagement de nombreuses équipes éducatives.

C'est ce foisonnement d'idées et d'énergie qui fait la richesse et la qualité des actions menées jour après jour par des milliers de professeurs, de directeurs, de parents.

Le politique pourra initier autant de réformes possibles, celles-ci pouvant être d'une grande qualité et répondant à des besoins réels, si l'ensemble des écoles et des professeurs n'y adhèrent pas, cet idéal nous ne pourrons aboutir. Nous devons agir de concert.

C'est dans cette optique que nous avons lancé les Assises de l'enseignement pour rédiger avec les acteurs de l'enseignement un projet ambitieux visant à continuer la transformation de l'école vers l'excellence collective.

Après de multiples rencontres aux quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles, nous avons rédigé un programme ambitieux qui poursuit 5 objectifs majeurs.

## 1. Valoriser les métiers de l'enseignement et renforcer l'autonomie des équipes

Nos propositions :

### • Revaloriser le métier d'enseignant

- **Améliorer le statut financier des enseignants** sur base d'une nouvelle négociation intersectorielle et d'une définition claire des missions de chacun.

- **Renforcer l'autonomie des équipes éducatives** : nous voulons renforcer l'autonomie des équipes éducatives dans la perspective d'objectifs à atteindre tout en renforçant les évaluations de leurs performances. Nous voulons leur donner la possibilité de faire des propositions relatives à un budget pédagogique dont le montant est défini par le PO.

- **Rendre la carrière des enseignants évolutive et mobile** : Nous voulons mettre en place du coaching scolaire entre des enseignants expérimentés et ceux qui commencent leur carrière. Nous voulons développer une véritable politique de gestion des ressources humaines en matière d'attributions et d'horaires ; répondre de manière spécifique aux pénuries d'enseignants ; prévoir des aménagements pour les jeunes enseignants et ceux qui sont en fin de carrière ; renforcer la mobilité des enseignants dans la carrière, entre les réseaux et dans le cadre de relations renforcées avec le secteur privé et le secteur public. Nous souhaitons libérer les enseignants, notamment dans le fondamental, de tâches non pédagogiques par l'engagement de personnel éducatif non enseignant.

- **Impliquer les enseignants dans les réformes** : nous voulons que les enseignants soient impliqués dans l'élaboration et la mise en oeuvre des réformes prochaines.

- **Revisiter la formation initiale des enseignants** : nous voulons transformer la formation initiale des enseignants, y inclure des formations complémentaires notamment centrées sur l'autoévaluation, la remédiation personnalisée et les moyens d'identifier rapidement les difficultés d'apprentissage qui y sont liées, le travail en équipe et encourager la faculté d'autoréflexion sur sa pratique. Pour le cdH, la meilleure façon de revaloriser la fonction enseignante est de l'amener au niveau universitaire.

- **Améliorer la qualité de la formation en cours de carrière** : nous voulons simplifier les procédures ; moduler les obligations de formation en fonction du moment de la carrière ; adapter l'offre de formation aux difficultés rencontrées sur le terrain et mettre en place des mécanismes efficaces de remplacement des professeurs en formation. Par ailleurs, nous voulons confirmer la responsabilité première des PO dans la formation continuée ; inciter à suivre des formations plus longues et plus fructueuses ; organiser une filière de formation de formateurs d'enseignants ; permettre l'obtention d'un autre titre par la formation en cours de carrière sur base de l'expérience professionnelle et enfin accroître les budgets de formation en cours de carrière via un plan pluriannuel.

- **Favoriser le travail d'équipe en vue de réaliser des projets pédagogiques adaptés à chaque réalité d'école** : pour le cdH, il faut privilégier des journées de formation et de concertation animées par des formateurs au fait de la situation de l'école et renforcer la mission des inspecteurs et des animateurs pédagogiques en termes d'audit des établissements.

- **Responsabiliser davantage les acteurs pour l'utilisation des compléments de périodes** pour permettre la concentration des moyens là où ils sont les plus urgents.

#### **• Faciliter la vie des directeurs**

- **Renforcer l'aide spécifique aux directions** : passer progressivement d'un équivalent temps plein pour 1000 élèves à un pour 500.

- **Renforcer leur rôle de manager d'équipe** : il sera indispensable de favoriser l'autonomie et la responsabilité des directeurs, d'encourager une culture du management par projet et d'impliquer toute l'équipe éducative.

- **Développer des formations qui répondent à leurs réels besoins** : il faudra porter une attention particulière à l'acquisition de compétences en matière d'organisation personnelle et de gestion du temps ainsi que dans le management stratégique de son équipe.

## **2. Continuer à renforcer la qualité de l'enseignement et lutter contre l'échec scolaire**

Nos propositions :

- **Mettre en oeuvre une épreuve externe certificative à l'issue du 1<sup>er</sup> degré** : nous voulons certifier la maîtrise des compétences de base à l'issue du tronc commun et rendre cette épreuve obligatoire à l'image du CEB.

- **Amplifier et systématiser les épreuves externes non certificatives** : nous voulons à terme organiser, dans toutes les matières, selon un plan pluriannuel, des épreuves d'évaluation et de pilotage des établissements.

- **Organiser à terme un test ou une épreuve externe d'enseignement secondaire supérieur** : quand les évaluations visées ci-dessus seront opérationnelles, nous étudierons la possibilité d'organiser à terme en fin de secondaire, et de manière différenciée selon les types d'enseignement, une évaluation soit du même type que celle de fin de primaire soit d'un autre type et ce afin d'avoir les mêmes référentiels, par type d'enseignement, pour tous et de tirer tout le monde vers le haut. Cela permettra d'améliorer le passage des élèves entre les enseignements secondaire et supérieur ou l'entrée dans la vie professionnelle et de situer, pour les établissements scolaires, leurs propres épreuves internes et leurs classes.

- **Développer des mécanismes pédagogiques et structurels de remédiation immédiate** : nous voulons intensifier et installer concrètement, dans chaque école via des moyens nouveaux notamment en matière de NTPP ou de rôles nouveaux de certains enseignants, la remédiation personnalisée constante dans chaque école et ce, afin de diminuer le taux de redoublement.
- **Améliorer les programmes et les socles de compétences avec l'implication des enseignants**. Il sera nécessaire, sur base d'une évaluation et des résultats du pilotage, de préciser les programmes et de renforcer, parallèlement aux socles de compétences, les socles de « connaissance».
- **Faciliter des transitions entre l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire** : nous voulons créer des partenariats entre niveaux d'enseignement pour faciliter les transitions des élèves. Il faut notamment encourager le travail d'équipe et de collaboration entre les enseignants du primaire et du secondaire, et entre les enseignants du secondaire et du supérieur.
- **Mettre sur pied un réel service efficace d'orientation personnalisée pour chaque jeune** et ce, dès la fin des primaires, en cours et à la fin du parcours scolaire. Cela aidera le jeune à choisir la meilleure voie sur base de ses spécificités, des offres de formation disponibles et des débouchés professionnels. Les CPMS, aux effectifs renforcés, les enseignants et les parents mieux informés devront être impliqués.
- **Continuer à déployer la rénovation des bâtiments scolaires** : un enseignement de qualité se donne dans des locaux de qualité. La prochaine législature doit permettre de matérialiser l'offre d'1 milliard de rénovation via les PPP proposés par le cdH et de continuer à doper l'offre dans les fonds classiques et d'urgence obtenus durant la législature.

### **3. Une école de qualité pour tous : lutter contre la dualisation entre élèves et entre écoles**

#### **Nos propositions :**

- **Renforcer et valoriser financièrement les partenariats structurels entre pouvoirs organisateurs et écoles qui accueillent des publics différents** afin de renforcer et d'organiser la mixité sociale au sein des écoles de pouvoirs organisateurs réorganisés et de renforcer la mobilité du corps professoral et des élèves ainsi que de mieux affecter les moyens humains et financiers. Il s'agit d'organiser de nouvelles solidarités entre établissements scolaires par zones géographiques et par réseau et de susciter des rapprochements structurels.
- **Renforcer le financement différencié des établissements défavorisés et encourager la mixité par un financement différencié par élève provenant d'un milieu socioéconomique défavorisé.**
- **Renforcer les services d'accrochage scolaire et imaginer des expériences pilotes d'accrochage scolaire en internat.**

- **Renforcer le partenariat école – familles** : nous devons valoriser l'engagement des parents et de l'école autour du projet de vie du jeune et envers le règlement des études, mettre en place un système d'évaluation des élèves qui requière la venue régulière des parents dans l'établissement scolaire, encourager davantage les diverses formes de participation des parents à la vie de l'école, confirmer les Centres PMS et les Services de Promotion de la Santé au sein des écoles comme partenaires du contrat famille-école.
- **Développer un plan de lutte contre la violence scolaire** : notamment en renforçant la prévention, le personnel éducatif et la coordination avec les acteurs de prévention extérieurs.
- **Ouvrir l'école aux acteurs de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse** : nous devons renforcer la collaboration avec les autres acteurs de l'éducation, tels que les écoles de devoirs, les AMO, les associations. Toutes les politiques préventives notamment en matière de violences, de sécurité sur la route, seront renforcées par cette voie. Ces partenariats devront respecter les rôles de chacun.
- **Abroger le décret inscriptions et repartir d'une feuille blanche à discuter avec tous les acteurs de l'enseignement avec un triple objectif : le renforcement de l'autonomie des établissements, le respect du libre choix des parents et le renforcement de la mixité.**

#### **4. Transformer radicalement les filières techniques et professionnelles**

Nos propositions :

- **Mettre sur pied, dans chaque zone géographique, un partenariat structurel entre les écoles techniques et professionnelles, les opérateurs régionaux de formation et les fonds sectoriels des entreprises** : cette prise en charge collective permettra de réduire la concurrence, de dégager des moyens et de se focaliser sur l'objectif de décrocher son premier contrat de travail. Les incitants tant financiers que d'aide aux rapprochements doivent être élargis. Il s'agira de prévoir un fonds d'investissement alimenté par différents acteurs publics et privés.
- **Restructurer radicalement l'enseignement technique et professionnel** : réorganiser selon des spécificités clarifiées ses différentes filières, les rebaptiser pour renforcer leur attractivité (ex : une filière « technologie et innovation »), développer un modèle de modularisation et de passerelles, etc.
- **Elargir les partenariats entre les entreprises et les écoles** : nous proposons d'amplifier les stages en entreprise via des incitants et de permettre aux enseignants du qualifiant de mettre à jour régulièrement leurs compétences professionnelles en entreprise tout comme aux travailleurs des entreprises et de partager leur expérience au sein des écoles.
- **Renforcer le tronc commun pour la maîtrise des compétences de base** tout en créant des espaces pour sensibiliser les élèves du 1er degré commun aux métiers de la main et artistiques afin que ces options ne deviennent pas des choix de relégation.

- **Garantir une orientation positive** : l'orientation est un cheminement pour le jeune qui se prépare bien avant la fin de la 2ème secondaire. Il est important de lui donner le temps et de le soutenir dans la construction progressive de son projet personnel, de l'informer correctement et de veiller à ce qu'il soit encadré par des professionnels de l'éducation.

- **S'inspirer du modèle CEFA** : la formation en alternance avec un contrat de travail atteint les objectifs d'insertion professionnelle. Inspirons-en nous ! Une des clés du succès est l'articulation entre les cours à l'école et l'apprentissage sur le lieu de travail, où l'accompagnateur tient une place importante. Il permet une réelle imbrication de l'acquis en entreprise dans les cours et vice-versa.

## **5. Améliorer l'efficacité des structures de l'école pour une meilleure gouvernance**

Nos propositions :

- **Renforcer à la fois de l'autonomie et la responsabilisation des équipes éducatives** : nous insistons sur la nécessité de rendre plus de liberté aux Pouvoirs organisateurs et aux équipes de terrain dans l'utilisation des moyens qui leur sont octroyés en vue d'atteindre les objectifs fixés. Cette autonomie va de pair avec une plus grande exigence quant aux résultats obtenus, notamment à travers le suivi des résultats par les indicateurs internes et externes et le renforcement des missions d'audit de l'inspection et l'accompagnement par les conseillers pédagogiques.

- **Réinstaller un climat de confiance entre les organisations syndicales et les Pouvoirs organisateurs** : il s'agira de mener à bien, de façon constructive, les premières négociations dans le cadre fixé par la nouvelle procédure et d'évoluer sur certains points dans le cadre de discussions tripartites entre pouvoirs organisateurs, syndicats et gouvernements.

- **Créer par zone géographique des pôles éducatifs** permettant de renforcer les partenariats entre écoles, les réseaux, l'enseignement secondaire et supérieur et entre les acteurs de formation. Cela permettra de décroquer les écoles, de renforcer l'efficacité et la coordination en matière d'offre scolaire, favoriser les transitions entre niveaux d'enseignement et la mobilité des acteurs.

- **Transférer le rôle de Pouvoir Organisateur de la Communauté française vers un ou des organes indépendants**. Par la suite, envisager des synergies et des rapprochements entre les réseaux publics, voire une fusion.

### III. Conclusion : la raison du cœur

Voilà les grandes lignes de notre programme sur l'enseignement et avec lui nos convictions et nos priorités :

Celles qui nous disent que le premier investissement de notre société, c'est l'investissement dans l'humain ;

Celles qui nous disent que notre premier capital c'est le capital humain ;

Celles qui nous disent que la première croissance c'est la croissance humaine ;

Celles qui nous disent que notre premier patrimoine ce sont nos enfants, leurs rêves, leurs talents, leurs potentialités ;

Celles qui nous disent que c'est l'heure de la revalorisation du secteur non marchand ;

Celles qui nous disent que c'est plus que jamais l'heure des valeurs, des vraies valeurs ;

Celles qui nous disent que nos premières valeurs, ce sont les valeurs du cœur, que les premiers métiers sont les métiers du cœur ;

Que notre première raison d'être et de combat, c'est **la raison du cœur !**

\*

\* \* \*

